

La Turquie après le coup d'Etat raté

Séminaire fermé organisé par la Fondation Jean-Jaurès

Lundi 26 septembre 2016

Synthèse du séminaire

Introduction

Le secteur international de la Fondation Jean-Jaurès souhaitait poursuivre son programme de rencontres thématique par un séminaire sur la Turquie, un séminaire dont l'intitulé a changé suite au coup d'Etat raté des 15 et 16 juillet. Un coup d'Etat qui intervenait un jour après l'attentat meurtrier de Nice, s'inscrivant ainsi dans les consciences comme une sorte de continuité dramatique où notre monde a basculé.

Ce séminaire voudrait proposer un premier bilan sur la situation actuelle en Turquie, une situation qui a évolué rapidement depuis le 16 juillet. Que se passe-t-il réellement dans ce pays ? Quelle peut être l'issue, ou les issues, de cette crise sans précédent ? Quel rôle peut endosser l'opposition face à Erdogan et son désir de présidentialiser le régime ? Qu'en est-il enfin de la minorité kurde ou des nouvelles alliances de l'AKP ? Pour dresser un premier état des lieux, la Fondation Jean-Jaurès a souhaité donner la parole à un politologue et un sociologue turcs, le premier pour décrire la situation politique actuelle, le second pour évoquer les purges en cours, en particulier dans le milieu universitaire. Pour la Fondation, c'est là continuer à travailler avec ses partenaires et amis turcs, à mieux comprendre ce grand pays.

Interventions

- Le coup d'Etat des 15 et 16 juillet a été accueilli avec un certain scepticisme de la part de l'étranger, stupéfait par l'amateurisme des putschistes. Pour bien des observateurs, dont un certain nombre de Turcs, il n'était là question que de simulacre. Il est vrai que le déroulement de ce coup d'Etat reste volontairement obscur, que l'AKP rejette toutes les motions parlementaires destinées à élucider ce qui s'est réellement passé. Quant au pouvoir, il a

immédiatement déclaré l'état d'urgence, s'est livré à une sorte de chasse aux sorcières à grande échelle. Erdogan n'a pas hésité à dire que cette tentative de putsch était un « don du ciel » lui permettant en fait de gouverner seul à la tête de l'Etat sans plus évoquer le système présidentiel dont il attendait avec ardeur l'adoption par le Parlement. Il n'en reste pas moins vrai que cette tentative de coup d'Etat a bien eu lieu.

Erdogan a aussi très vite dénoncé le mouvement Gülen comme l'instigateur du coup d'Etat. Pour comprendre cette accusation, il est indispensable d'aborder le sujet des sectes en Turquie, mais aussi l'articulation entre islam, islamisme et laïcisme dans un pays à majorité musulmane.

L'islam ne dispose pas d'un pouvoir central, d'un pouvoir temporel, ni d'un magistère moral comme le Saint-Siège pour les catholiques. Les croyants musulmans adoptent la vision de groupes pieux qui sont à la fois des espaces de socialisation, des lieux d'identification et des réseaux de solidarité. Ces mouvements religieux, en édictant une législation dite secondaire, compensent les silences de cette source première qu'est le Coran. Le mouvement Gülen pourrait faire penser à l'Opus Dei si ses dimensions ne dépassaient pas de loin celles de cette organisation. Son réseau, hiérarchisé, voire hypertrophié, s'est dilué dans les entrailles du pouvoir. Depuis plus de 40 ans, cette secte recrute et forme des jeunes talentueux, issus de familles modestes, les place dans les administrations afin de se saisir des rouages de l'Etat. Or, arrivé au pouvoir et faute de cadres qualifiés, l'AKP s'est tourné vers les gulenistes, Erdogan troquant sa complaisance, voire ses largesses, contre leurs talents, en particulier de comploteurs. Leur but commun ? Eradiquer les cadres kémalistes et républicains des administrations civiles et militaires, ce qui est chose faite entre 2007 et 2013. Dans cet intervalle, des centaines de généraux, de cadres civils, sont condamnés avec pour seule justification des preuves fabriquées par des gulenistes. Cette lune de miel s'est achevée quand ces derniers ont cru que le moment était venu de prendre le pouvoir et, pour ce faire, révélé au grand jour la corruption de certains ministres AKP, ainsi que les tractations inavouables entre Erdogan et son fils, preuves indéniables à l'appui. Depuis, les deux camps ne cessent de s'entredéchirer.

En second lieu, l'Occident a voulu distinguer islam modéré et islam radical et présenter la Turquie comme un pays à la fois démocratique et musulman, un pionnier susceptible de servir de modèle. Des libéraux de tous bords, en Turquie et ailleurs, ont adhéré au raisonnement suivant : la Turquie devait répondre à l'idéal démocratique selon lequel l'idée de la majorité, ici l'islam cantonné par le kémalisme à l'espace strictement privé, pouvait s'exprimer dans l'espace public. Mais il s'est avéré que les règles du laïcisme,

assouplies, ont ouvert la voie à trop d'islam. La réalité a révélé la contradiction initiale de l'hypothèse occidentale : dans une société musulmane, le rapport entre un laïcisme dilué et l'islamisme est osmotique. Le monde entier s'est désormais rendu à l'évidence : l'AKP n'est pas un parti conservateur comme un autre. Et l'islam n'est pas une religion réformée comme le christianisme.

L'état d'urgence permet à Erdogan de gouverner à coups de décrets, sans l'aval du Parlement qui n'a plus aucun rôle. Pire, il sert à modifier en profondeur la structure institutionnelle de l'Etat, malgré les alertes de l'opposition sur ce processus anticonstitutionnel. Mais c'est oublier que l'AKP n'a que faire de la constitution... Or, dans un même mouvement, la répression s'est abattue sur l'ensemble de la société, que ce soit l'armée, la police, l'appareil judiciaire, le monde des affaires, la société civile, l'éducation, les universités, l'art ou le sport. Personne n'est plus à l'abri d'une interpellation, d'un séjour en prison, sans autres formalités que le soupçon, la délation. Une situation qui n'est pas sans évoquer un parfait chaos.

La Turquie est en butte à trois foyers terroristes : l'Etat islamique, le PKK et les gulenistes. La Turquie s'effondre et s'embourbe sur ses frontières sud. C'est dans ce cadre que le pouvoir joue l'unité nationale. L'opposition a participé aux premiers meetings de masse organisés par l'AKP pour donner cette image d'unité à l'étranger. Or, cette image sert Erdogan au moment où il est plus seul que jamais sur la scène internationale.

Désormais, l'image négative d'Erdogan est ancrée dans l'opinion publique occidentale. Il faut à tout prix éviter « l'irakisation » de la Turquie, que l'imagination des peuples ne confonde ce pays avec son président discrédité. Privée d'alternance politique à court terme, dérivant vers un horizon inconnu, la Turquie doit affronter une menace qui est aujourd'hui mondiale, le populisme auquel adhèrent les masses appauvries par le néolibéralisme mondialisé. Les régimes autoritaires représentés par des populistes élus, un Poutine, un Orban, un Erdogan, qui fragilisent la droite et la gauche modérées, semblent mettre leurs pas dans ceux des totalitarismes idéologiques du 20^{ème} siècle.

- Les purges dans les milieux universitaires turcs ne sont pas sans lien avec les relations que la Turquie entretient avec l'étranger. Si elles atteignent aujourd'hui les cadres et établissements des gulenistes, accusés d'avoir fomenté le coup d'Etat du 15 juillet, elles étaient déjà engagées à la suite de la publication d'une pétition signée par des universitaires, le 11 janvier

2016, dénonçant les crimes perpétrés au sud-est du pays contre la minorité kurde. Le 12 janvier, un attentat suicide de l'EI a frappé le centre touristique d'Istanbul. Contre toute attente, Erdogan condamne en priorité les signataires de la pétition pour la paix. Et l'histoire se répète. Le lendemain d'un nouvel attentat à Ankara, revendiqué par une organisation terroriste kurde, Erdogan s'en prend à nouveau aux signataires de la pétition, les désignant comme des soutiens du terrorisme du PKK et, à travers eux, s'adresse à l'Europe et à l'Occident.

C'est, une fois de plus, l'occasion d'inquiéter ou d'emprisonner d'autres pétitionnaires. Accusé par les occidentaux de complaisance vis-à-vis de l'EI, Erdogan développe une nouvelle stratégie : il prétend, en effet, que le plan de paix syrien proposé par l'Occident défend en réalité les intérêts du PKK. L'équation est simple et adoptée par la majorité de la population turque : il existe une Turquie en développement, destinée à devenir une puissance mondiale, et des pays européens ou occidentaux qui refusent de l'accepter. Pour contrer cette offensive, le mieux est de condamner les intellectuels turcs, soupçonnés d'être sous influence occidentale et très éloignés des valeurs authentiques du pays. Dans un tel climat, rien n'est plus facile que de mener une purge dans les universités, dans les milieux de la presse ou artistiques.

La tentative de putsch du 15 juillet a donc changé la donne. Avant le coup d'Etat manqué, la coalition au pouvoir réunissait l'AKP et les gulénistes. Le premier dominait la scène politique, les seconds noyautaient l'appareil étatique. Le putsch manqué a engendré un second coup d'Etat contre le mouvement Gülen, mené par Erdogan, soutenu désormais par des nationalistes républicains et conservateurs. L'omniprésence de la figure d'Ataturk lors des manifestations de masse illustre ce tournant. Autre exemple : avant le coup d'Etat, les relations entre la Turquie et la Russie étaient tendues, alors qu'aujourd'hui Erdogan et Poutine se sont rapprochés. De même, si la Turquie s'était éloignée de l'Europe, aujourd'hui Erdogan lui est clairement hostile. Enfin, Erdogan qui a toujours hésité à intervenir militairement en Syrie, a décidé de le faire après la tentative de coup d'Etat.

Les purges au lendemain du coup d'Etat manqué visent deux cibles, les gulénistes et les défenseurs de la cause kurde. Mais comment identifier ces cibles ? Cette répression entraîne de véritables drames en Turquie où l'on ne compte plus les innocents emprisonnés. On ne sait jusqu'où Erdogan veut aller.

Questions

- Il y a eu trois coups d'Etat, en 1960, 1971, 1980, puis à nouveau un coup de force en 1997. Dans la mesure où la société civile a réagi très fortement contre les putschistes de juillet, où elle ne semble plus accepter de tutelle militaire, l'armée peut-elle être encore la garante de la laïcité, ce qu'elle a été pendant très longtemps ?
- L'opposition n'a-t-elle pas quelques responsabilités dans la dérive d'Erdogan ? Pendant longtemps la cause kurde a été défendue par le parti social-démocrate. Ce n'est plus le cas. Pourquoi ? En second lieu, l'autoritarisme d'Erdogan est difficile à combattre au regard du contexte actuel, mais il était déjà patent en 2011, et ce n'est pas un hasard. Enfin, les purges sont injustes et disproportionnées. Mais je n'ai pas signé la pétition car je la trouvais ambiguë ; son objectif n'était pas clairement la paix. Dans la rupture entre l'Etat turc et le mouvement national kurde, les responsabilités sont partagées, ce qui n'apparaît pas dans la pétition.
- Le rapprochement entre la Turquie et la Russie et celui entre la Turquie et Israël, ne signent-ils pas le retour à une certaine normalité ? Les mauvaises relations avec la Russie sont relativement récentes. Ce qui est aussi le cas avec Israël. Les liens entre ces deux pays sont anciens et ne se sont détériorés qu'au cours des années 2000. En second lieu, l'opposition entre les universitaires proches de l'AKP et ceux traditionnellement ouverts sur le monde existe-t-elle dans d'autres champs de la société ? Existe-t-il une tentative de contrôle de la société civile ? Enfin, le modèle selon lequel une coalition se ferait contre une autre pose une véritable question. L'alliance avec les nationalistes peut créer des tensions entre le CHP et la social-démocratie européenne. Ne serait-il pas plus intéressant de se rapprocher du HDP, un parti qui rassemble la société civile quelle que soit l'appartenance religieuse ou ethnique ? Or, la stratégie qui se met en place est d'arrimer le HDP à la faction kurde la plus radicale, le PKK. C'est donc un enjeu essentiel que de sortir de cet étau, d'accentuer la pression dans ce sens.
- La Turquie a subi de nombreuses attaques terroristes ces 18 derniers mois. Les purges au sein des forces de sécurité ne représentent-elles pas un risque ? D'autre part, le changement d'alliance de l'AKP, passant des gulenistes aux nationalistes, signifie-t-il un futur coup d'arrêt à l'islamisation de la société ? Sur le rôle des guleniste dans la structuration de la diaspora à l'étranger, les pays doivent-ils être vigilants à leur égard, les traiter comme un groupe

terroriste ? Enfin, quel rôle positif peut tenir l'UE dans l'évolution de la Turquie ? Est-elle audible ?

Réponses

- Avant même le coup d'Etat manqué, l'armée n'était déjà plus aussi puissante que par le passé. Les purges de 2009 à 2013 ont concerné de nombreux militaires et civils, républicains et kémalistes, dénoncés et condamnés par le procès Ergenekon et le plan Balyoz, deux opérations montées par la secte guleniste. À cette date, l'armée n'est plus considérée comme la caution de la laïcité. L'est-elle redevenue aujourd'hui, après le retour aux affaires de certains nationalistes ? Rien n'est moins sûr.

La position du CHP vis-à-vis des Kurdes est déplorable. Il suffit de mentionner sa présence, après la tentative de coup d'Etat, aux côtés de l'AKP et des nationalistes du MHP et leur déclaration commune sur le fait que ces trois partis représentaient, unis, l'ensemble de la nation turque. Ce qui est faux. La nation est représentée au Parlement par quatre partis légaux dont le HDP. Un parti social-démocrate aurait exigé que le HDP soit présent. Le CHP a peut-être peur de perdre son électorat de l'Anatolie de l'Ouest, d'Izmir par exemple. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il n'a pas de principes.

Les interventions ont peu évoqué jusque-là le populisme qui est un mode de vie pour l'AKP. C'est à coup de positions populistes que ce parti gagne des voix, séduit les électeurs. La Turquie, par exemple, s'est brouillée avec la Russie après avoir abattu un avion russe qui avait violé son espace aérien pendant 17 secondes. Erdogan, se posant en héros national, a alors engrangé des voix. En renouant ensuite avec Poutine, les médias passant sous silence ses excuses, il a pris la posture d'un diplomate hors pair, capable de sortir la Turquie de son isolement diplomatique et économique. Le populisme fait feu de tous bois.

À propos des Kurdes et de leur isolement, le HDP aurait gagné à se distancier davantage du PKK. Une démarche difficile quand on sait qu'ils ont la même base populaire et électorale. Le HDP a renié la violence, c'est un fait, mais sa base était dans l'impossibilité de le faire.

Assistons-nous, concernant les alliances, à un retour à la normale ? Le scénario avec la Russie se répète avec Israël. Erdogan a envoyé vers Gaza un navire transportant de nombreux militants islamistes et savait que ce bateau ne pouvait entrer dans les eaux territoriales d'Israël sans être attaqué. Mais il a très bien su instrumentaliser cet événement en évoquant les « victimes musulmanes ». En renouant aujourd'hui avec Israël, il change de registre, passe de la victimisation à la position de force face aux excuses et à la promesse d'indemnisation de Netanyahu.

Les purges en cours au sein de la police ou de l'armée n'ont pas affaibli ces appareils. Certains envisagent d'ailleurs le retour des cadres kémalistes et républicains qui en avaient été écartés par les procès Ergenekon et Balyoz.

Quant au mouvement Gülen à l'étranger, ses écoles jouissent d'une grande notoriété. La Hongrie, par exemple, a refusé l'invitation faite par l'ambassadeur turc de les fermer en soulignant leur conformité avec la législation du pays. De la part d'Erdogan, c'est là une position inacceptable, tout comme celle faite aux USA d'extrader le prédicateur Gülen au moment où il est question de rétablir la peine de mort en Turquie.

- Les événements en Syrie jouent un rôle déterminant dans l'arrêt du processus de paix en Turquie. Au moment où le mouvement kurde tentait d'élargir sa position dans la région ouverte par la guerre civile syrienne, Erdogan misait sur Daech pour stopper l'avancée des Kurdes. Avec la chute de Kobané en janvier 2015, c'est le processus de paix qui prend fin. D'autre part, le coup d'Etat manqué suit de deux jours la prise de Manbij, le 13 juillet, par les forces kurdes épaulées par la coalition. Ces deux événements ne sont sans doute pas sans lien. Sur le rapprochement entre la Russie et la Turquie, il semble que la sincérité ne soit pas de mise. Poutine a constaté l'échec des USA en Syrie. La CIA a, par exemple, noué une alliance avec des forces islamistes modérées tandis que le Pentagone soutenait les forces kurdes. Poutine a poussé la Turquie dans ses contradictions. Erdogan, en intervenant en Syrie, joue la carte d'une Russie qui peut l'abandonner dès demain.

Sur la communauté guleniste, le monde des affaires est très touché avec ses milliers d'entrepreneurs inquiétés, spoliés, condamnés. L'Etat a confisqué leurs capitaux, leurs biens immobiliers et leurs usines sans que l'on sache où et à qui ils sont transférés. La transparence n'est pas de mise, mais l'on sait déjà que les universités fermées par le gouvernement seront cédées à de nouveaux entrepreneurs et non à l'Etat.

Concernant le CHP, la transformation néolibérale qu'il a menée dans les années 1980 a entraîné un exode rural important vers les grandes villes, dont Istanbul. À cette date, l'Etat social n'est plus que l'ombre de lui-même. Les solidarités communautaires et religieuses ont compensé cette absence, se sont développées et enracinées dans les classes populaires. L'AKP, de son côté, a donné un sens à la pauvreté de ces nouveaux arrivants. Sous l'Empire ottoman, en effet, la distinction faisait loi entre les dominants, c'est-à-dire les Turcs musulmans, et les dominés, les non musulmans. Erdogan a réactualisé cette idéologie dans le contexte néolibéral. Grâce à l'AKP, le peuple défavorisé, pour la première fois depuis la naissance de la Turquie moderne, peut accéder à une situation dominante. Or ce discours a

reçu un tel accueil dans les milieux populaires, musulmans et turcs, qu'il n'y a aucune place pour le CHP ou le HDP. Erdogan a tout fait pour renforcer les barrières culturelles entre les classes populaires et le reste de la société. La Turquie n'est pas une nation unifiée, mais un pays où se côtoient plusieurs nations avec, par exemple, les Kurdes, les Alevis, etc. Cette ghettoïsation des identités rend la tâche difficile pour le parti social-démocrate.

Questions

- Les demandes d'asile affluent, de la part de journalistes, de diplomates, de militaires qui se savent menacés. L'Etat de droit a disparu, la liberté de presse n'est plus qu'un souvenir avec l'arrestation d'une centaine de journalistes, le respect des minorités ethniques bafoué. Ce sont donc bien les critères de Copenhague qui ne sont plus observés. Alors qu'il faudrait arrêter le processus de rapprochement avec la Turquie, les pouvoirs institués invitent à continuer le dialogue comme l'a fait Angela Merkel lors de sa dernière visite à Ankara. L'UE envisage de poursuivre les discussions sous la forme d'une réforme de l'union douanière et continue de négocier sur les visas. C'est une véritable schizophrénie qui anime nos institutions vis-à-vis de la Turquie !

D'autre part, le mouvement Gülen n'est que le sommet de l'iceberg. La société turque est traversée par des courants que l'on connaît peu. Si, en 1925, les confréries ont été interdites, elles ont retrouvé aujourd'hui un nouveau souffle. La confrérie de Naqshbandi compte ainsi entre 800 000 et 1 million de membres. Comment analyser ces communautés dont certaines sont en relation avec Daech ?

- Le mouvement kurde semble être homogène. Or, non seulement il y a le PKK, mais aussi le Hûda-Par, ce Hezbollah qui n'a rien à voir avec celui du Liban. On sait qu'Erdogan, une fois élu, a libéré un certain nombre de prisonniers, dont des cadres de l'Hûda-Par qui est un vivier de recrutement pour Daech. Cette faction kurde a-t-elle une réelle influence ? Si oui, existe-t-il une guerre intra kurde comme on l'a vu lors de l'attentat de Suruç ?

- Deux questions sur les conséquences du coup d'Etat dit raté. La première porte sur les réfugiés dont on voit bien comment ils sont instrumentalisés par Erdogan. Peut-il aller encore plus loin sur ce sujet par rapport à l'Union européenne ? Il semble que s'ouvre un véritable chemin de croix. Ma seconde question concerne le rapprochement avec la Russie et comment il peut s'articuler avec l'appartenance de la Turquie à l'OTAN.

- La nouvelle relation avec la Russie, en ce qui concerne la question syrienne, ne peut durer. Elle se nourrit du contexte local. La Turquie veut se montrer aujourd'hui bon élève et dit vouloir bombarder Daech, ce qu'elle fait peu en réalité. C'est une façon pour elle de se rapprocher de ses alliés occidentaux tout en les éloignant de leurs alliés kurdes de Syrie. Bombarder Daech serait-il une façon d'unifier la nation turque dans le cadre de la prochaine étape de la présidentialisation du régime ?

- La question porte sur la relation entre la dynamique interne des événements et le contexte géopolitique. Erdogan veut-il une alternative, un changement de stratégie pour son pays ? Une des questions qui se pose est de savoir comment s'articule son projet de verrouillage de la société avec les dynamiques sociales existantes. Tout le monde sait qu'au cours des 20 à 30 dernières années la Turquie s'est modernisée, s'est ouverte à la mondialisation, a vu l'émergence de classes moyennes. Ce constat peut conduire à penser qu'il existe une aspiration à autre chose qu'à ce régime obscurantiste et oppressif.

De cette insertion de la Turquie dans l'économie mondiale, de ses liens commerciaux et financiers en lien avec l'Occident, une sorte de principe de réalité peut finir par s'imposer, à savoir qu'il n'y a pas de rupture possible avec le marché occidental sans courir de graves dangers, celui d'une irakisation du pays, même si les deux situations sont incomparables, celui d'une régression conduisant à la ruine.

Sur l'aspect sécuritaire, la Turquie est indispensable à l'OTAN en tant que seul noyau stable dans une région en décomposition. Mais l'inverse est aussi vrai. L'OTAN est indispensable à la Turquie comme parapluie sécuritaire. Poutine ne peut en faire autant et ne peut se substituer à l'Occident comme partenaire économique. Face à cette situation complexe, il serait souhaitable que l'Occident, l'Europe, la France, aient une vraie politique sur le long terme. Mais la faiblesse de l'Europe est de dépendre d'Erdogan sur la question des réfugiés.

Réponses

- Sur les conflits entre Kurdes et sur le processus de paix, on peut dire que la région kurde s'est développée depuis une dizaine d'années avec l'émergence de classes moyennes. Quand le conflit a repris, les Kurdes habitués aux conditions de paix n'ont pas voulu y prendre part. C'est une classe plus défavorisée et de jeunes militants qui ont pris les armes. Certains Kurdes ont une vraie sympathie pour l'islamisme radical, mais Hûda-Par n'a pas de soutien électoral dans la région. Cependant, comme Erdogan a essayé de le faire, il ne faut pas surestimer les

conflits entre les Kurdes. C'est un groupe certes hétérogène, mais ils ont soutenu le projet de turquification du HDP, se sont ralliés derrière Selahattin Demirtas.

En ce qui concerne les confréries, il existe plusieurs communautés religieuses. Chaque confrérie essaie d'asseoir sa position comme dans la police par exemple. Erdogan n'appartient à aucune d'elles et s'inquiète d'ailleurs de celle qui pourrait prendre la place des gulénistes.

Sur l'instrumentalisation des réfugiés, le doute n'est pas permis. Erdogan va continuer. Son pragmatisme dépasse son identité islamiste. C'est la raison pour laquelle il peut renouer demain une alliance avec Israël, tout comme il avait passé un accord avec les gulénistes. Aujourd'hui, il profite de ses relations avec la Russie pour faire du chantage à l'UE, ce qui relève du bluff.

- L'Etat de droit n'existe plus en Turquie. Un certain nombre d'entreprises ont été fermées, des équipes dirigeantes démis de leur fonction, des confiscations de toutes sortes perpétrées, des passeports jusqu'aux capitaux. Tous les secteurs de la société ont été et sont touchés.

Pour garder la majorité, Erdogan profère en populiste que la majorité musulmane a toujours été dominée par une élite minoritaire. Il polarise la société turque avec, d'un côté, la majorité sunnite et, de l'autre, les laïcs et les Kurdes.

Concernant Hüda-Par, des islamistes radicaux, ce pari existe en effet, mais le coeur du HDP est laïc, si laïc que des membres du CHP ont voté pour lui lors des élections de juin 2015 afin qu'il atteigne la barre fatidique des 10%.

Sur les réfugiés, Erdogan ne se comporte pas si mal vis-à-vis de ceux qui sont installés en Turquie. Il sait qu'à se poser en homme charitable, il pourra compter sur ce futur électorat, une fois acquise la nationalité turque.

Sur les alliances, Erdogan suit une politique étrangère qui n'a rien à voir avec la diplomatie. Si la Russie a besoin aujourd'hui de la Turquie, Erdogan a encore bien plus besoin de Poutine, jusqu'à évoquer le Groupe de Shanghai, ce qui est incompatible avec l'appartenance à l'OTAN. Erdogan fait fi de toutes ses promesses, de toutes ses alliances. La Russie souhaitait que la Turquie bombarde l'Etat islamique, mais Erdogan ordonne de lancer une bombe sur Daech et le double sur les Kurdes.

En réalité, Erdogan n'est pas si fort qu'il veut bien le dire. C'est la raison pour laquelle il a besoin de conclure des alliances. Tout le monde sait qu'il n'est pas un homme fiable. Comment déterminer une politique durable de la part de la France, de l'UE lorsqu'elles ont face à elles un partenaire qui ne sait pas où il va ? Le seul message qui vaille est qu'une Turquie sans Erdogan est possible.

Conclusion

On peut retenir de ces échanges qu'il y a un avant et un après coup d'Etat. L'ampleur des purges a provoqué une prise de conscience à l'échelle internationale sur les ambitions d'Erdogan, ambitions que l'on devinait déjà, mais contre lesquelles personne ne pouvait s'élever, cet homme ayant été élu démocratiquement. Mais les dérives sont telles qu'on pourrait dire que « qui se ressemble, s'assemble » comme Erdogan et Poutine. Trump, aux Etats-Unis, fait lui aussi partie de ces politiques qui assument vouloir être à la tête de régimes autoritaires.

Cette situation faite de contradictions et de complexité ne fait que s'amplifier avec le temps. D'où cette impression de vivre dans le film tiré du livre de George Orwell, *1984*, où l'histoire s'écrit au présent, où les ennemis d'hier sont les amis d'aujourd'hui. Cette histoire qui évolue semble s'effacer au fur et à mesure que les pages se tournent.

Enfin, la question kurde devrait être sérieusement analysée au regard de son impact aujourd'hui sur la politique interne et internationale de la Turquie. Mais elle occulte, d'une certaine manière, la question de Chypre, pour la simple raison que, dans nos sociétés, une question en efface une autre.